

**Point de presse de la porte-parole -
Bilan de la présidence française du
conseil de sécurité des Nations unies
- Journée internationale de la fin de
l'impunité pour les crimes commis
contre des journalistes - Syrie - Mali
- Iran**

(Paris, 02 novembre 2017)

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Bilan de la présidence française du conseil de sécurité des Nations Unies

La présidence française du conseil de sécurité s'est achevée le 31 octobre. Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères s'est rendu à New York les 30 et 31 octobre pour clore cette échéance majeure de la diplomatie française autour de deux priorités principales :

- le G5 Sahel : la réunion ministérielle présidée par M. Jean-Yves Le Drian a confirmé le plein appui de la communauté internationale à ce projet et la nécessité d'articuler l'aide bilatérale et multilatérale au déploiement de cette force ;

- la défense des droits de l'Homme et le respect du droit international humanitaire : le débat ouvert sur les enfants dans les conflits armés, présidé par le ministre, a rappelé les menaces que font peser les groupes terroristes sur les enfants et abouti à l'adoption d'une déclaration présidentielle du conseil de sécurité. Par ailleurs, la réunion de travail sur la protection des personnels médicaux et humanitaires a permis de souligner le devoir collectif d'une mobilisation sans faille sur le sujet. Elle a donné lieu à la signature d'une déclaration politique par 11 États membres des Nations Unies, outre la France, engageant notamment les États à renforcer leur législation nationale et leurs pratiques opérationnelles pour la protection des personnels médicaux.

Les textes importants suivants ont par ailleurs été adoptés par le conseil de sécurité sous présidence française :

- la résolution 2380 a reconduit pour un an l'autorisation donnée à l'opération EUNAVFOR Sophia de lutter contre le trafic de migrants en haute mer au large de la Libye ; la résolution 2381 sur la Colombie a élargi le mandat de la mission de vérification de l'ONU créée en janvier 2016 suivant l'application de l'accord de paix avec les FARC à la surveillance du cessez-le-feu national temporaire signé avec l'ELN le 4 septembre dernier;

- le président du conseil de sécurité a fait quatre déclarations sur la Libye, Haïti, la Colombie et le sort des enfants dans les conflits armés, ainsi que huit déclarations à la presse sur la République Démocratique du Congo, la Somalie, le Mali, l'Afghanistan et l'Égypte, occasion à chaque fois de rappeler le travail engagé par la communauté internationale sur les crises à l'ordre du jour du conseil de sécurité.

La France a également mis l'accent sur plusieurs autres sujets essentiels :

- les femmes, la paix et la sécurité, avec un débat organisé le 27 octobre à l'occasion duquel a été relevée l'importance de leur protection et leur rôle central dans la prévention et à la résolution des conflits ;

- la Birmanie et la question des Rohingyas, sur laquelle nous avons organisé avec nos partenaires britanniques une réunion autour de M. Kofi Annan, la situation étant particulièrement préoccupante tant au regard des droits de l'Homme que sur le plan humanitaire ;

- enfin, le maintien de la paix dans la ligne de notre engagement sur le sujet. Plusieurs réunions du conseil de sécurité se sont tenues sur les opérations de maintien de la paix, notamment africaines (MONUSCO, MINUSS, MINUSCA, FISNUA) et un débat thématique sur les critères de sélection et les modalités de déploiement des Casques bleus a également été organisé.

La France souhaite une bonne présidence à l'Italie qui a pris notre succession le 1er novembre.

2 - Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre des journalistes (2 novembre 2017)

La défense de la liberté de la presse et de la liberté d'expression, la protection des journalistes et la lutte contre l'impunité de ceux qui portent atteinte à ces principes fondamentaux sont des priorités de la politique étrangère de la France. C'est pourquoi nous avons soutenu l'initiative de la résolution 68/163 de l'Assemblée générale des Nations unies instaurant une journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre des journalistes.

Le pluralisme des médias, le droit d'informer ou d'être informé, notamment sur Internet, ainsi que la capacité à exprimer des points de vue critiques sont essentiels au débat démocratique. Les journalistes et tous les personnels des médias participent à la défense de ces libertés fondamentales.

La France travaille dans le cadre des Nations unies au respect de ces principes. Elle appelle à la pleine mise en oeuvre des résolutions 1738 et 2222 adoptées respectivement le 23 décembre 2006 et le 27 mai 2015 par le conseil de sécurité sur la protection des journalistes dans les conflits armés.

Nous soutenons par ailleurs la création d'un mandat de Représentant spécial auprès du Secrétaire général des Nations unies pour la protection des journalistes, comme le président de la République l'a rappelé en septembre dernier dans le cadre de l'Assemblée générale des Nations unies. Nous saluons enfin les efforts de l'UNESCO en faveur de la promotion de la sécurité des journalistes.

3 - Syrie

Q - Voyez-vous la proposition russe de tenir un congrès syrien pour le dialogue national le 18 novembre à Sotchi comme une initiative complémentaire au processus de Genève? Est-ce que la France, qui essaye d'arranger un groupe de contact sur le sujet, a été invitée ?

R - Le processus de Genève est le seul forum approprié et agréé par la communauté internationale pour discuter des aspects politiques de la crise syrienne, en particulier du processus électoral et d'une nouvelle constitution.

Nous encourageons tout ce qui peut concourir au succès de ce processus sur la base de la résolution 2254 du conseil de sécurité des Nations unies. Les efforts internationaux, y compris ceux de la Russie, doivent s'inscrire dans ce cadre.

Q - Est-ce que la France prépare une nouvelle résolution au conseil de sécurité pour renouveler le JIM et comment espérez-vous tirer les conclusions opérationnelles du rapport du JIM, y compris avec la Russie, quand Moscou n'accepte pas ces conclusions ?

R - Issu d'une initiative conjointe de la Russie et des États-Unis adoptée à l'unanimité du conseil en août 2015, le mandat du mécanisme d'enquête conjointe des Nations unies et de l'organisation pour l'interdiction des armes chimiques (JIM) doit être renouvelé avant le 17 novembre. La France s'y emploiera dans l'enceinte du conseil de sécurité.

Le JIM doit pouvoir poursuivre son travail. Il a démontré de nouveau son utilité et son professionnalisme dans ses méthodes d'enquête. Il doit pouvoir continuer à documenter les cas d'emploi des armes chimiques, afin qu'aucun auteur, étatique ou non-étatique, d'attaques chimiques, ne puisse se sentir à l'abri et réponde un jour de ses actes.

Q - Votre collègue russe M. Lavrov a déclaré que la Russie voulait apprendre les détails de l'initiative française sur le groupe de contact sur la Syrie. Pourriez-vous présenter ces détails ?

R - Cette initiative a été présentée aux membres permanents du conseil de sécurité des Nations unies et nous poursuivons les échanges à ce sujet avec chacun d'entre eux, y compris la Russie.

4 - Mali

Q - Pouvez-vous confirmer que l'ambassadrice de France au Mali a bien confirmé au cours d'une réunion avec le ministre de la défense malien mardi que 11 militaires maliens tenus en otages par un groupe islamiste ont été tués suite à un raid de Barkhane ?

R - Je vous renvoie vers le ministère des armées pour les détails de l'opération qui s'est déroulée contre un groupe armé terroriste au nord du Mali la semaine dernière. Comme vous le savez, cette opération a permis de mettre hors de combat 15 membres d'un groupe dépendant d'Ansar Eddine.

Nous pouvons préciser qu'après la localisation du campement, un travail de renseignement militaire a permis d'établir qu'il s'agissait d'une base relevant d'un groupe armé terroriste.

Les autorités maliennes poursuivent leur travail d'identification des terroristes neutralisés. Nous coopérons étroitement avec elles.

5 - Iran

Q - Pouvez-vous expliquer un peu ce que consiste la stratégie française d'être «ferme et exigeant» sur les dossiers balistique et régionaux avec l'Iran ?

R - Avec l'Iran, il y a trois sujets principaux :

- La question nucléaire traitée dans le cadre du JCPoA qui est un accord de non-prolifération solide et efficace. Il faut le préserver ;

- La politique balistique iranienne qui est non conforme à la résolution 2231 du CSNU. Ce sujet a été abordé par le président de la république et son homologue M. Rohani. Il fait l'objet d'une concertation étroite avec nos partenaires européens et les membres du conseil de sécurité des Nations unies. Nous sommes préoccupés par les déclarations récentes des autorités iraniennes sur le sujet ;

- La politique régionale de l'Iran et notre demande qu'il contribue positivement à la résolution des crises au Moyen Orient. Ce sujet est abordé de façon franche et détaillée avec nos interlocuteurs iraniens. Il fait également l'objet d'une concertation étroite avec nos partenaires européens et les membres du conseil de sécurité.

La visite prochaine de M. Jean-Yves Le Drian à Téhéran sera l'occasion d'aborder ces sujets./.